L'expert «On a très peu d'évaluations sérieuses des plans précédents»
Le Soir, 12/02/2014

Entretien

Bruno Van Der Linden est chercheur au FNRS et professeur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires), spécialisé dans l'économie du travail.

Les plans pour la mise à l'emploi des jeunes se succèdent, et le taux de chômage est toujours énorme: ils ne fonctionnent pas?

La réalité est plus terre à terre. On a très peu d'évaluations sérieuses des plans précédents. Lorsque des politiques sont conçues, les outils pour les évaluer ne sont pas prévus. On manque de données. Il est donc hasardeux de dire si cela fonctionne ou pas. Le chômage des jeunes est important. Les partis se sentent donc obligés d'agir, en période électorale encore plus qu'en temps normal. Il y a des tas de choses à faire, essentiellement en amont de la sortie de l'école: s'attaquer au décrochage scolaire, aux filières voies de garage, l'environnement familial est aussi très important. Je ne dis pas que les partis politiques ignorent ces problèmes-là. Mais ils estiment qu'il faut en plus stimuler les garanties d'emploi.

Le PS veut faire en sorte que tout jeune aura un premier emploi 18 mois après sa sortie de l'école. Possible?

Ce type d'emploi (subsidié, NDLR) peut devenir un handicap pour la suite, puisqu'il révèle qu'on n'a pas été capable de trouver mieux. Dans d'autres cas, il peut être un accélérateur vers d'autres types d'emplois. Je penche plutôt pour la seconde option. Mais toute expérience d'emploi n'est pas un tremplin vers un autre emploi. La nature des emplois proposés va aussi avoir un impact en amont: pour des jeunes qui verraient dans cet emploi à venir quelque chose de positif, on peut prévoir qu'ils vont, à l'approche du 18e mois, ralentir leurs efforts de recherche et adopter une position d'attente, ce qui n'est pas très bon. A l'inverse, pour des personnes qui n'ont pas envie de ce type d'emploi, c'est un repoussoir. Les études internationales montrent que ça peut jouer un rôle de menace et accélérer la recherche d'emploi. Mais les détails sont cruciaux: qui va être l'employeur, que va faire ce travailleur,etc.

Un plan global ne peut pas répondre à cette question

C'est un appel à être plus précis. Des plans d'embauche pour les jeunes chômeurs, on en fait depuis très longtemps. Il ne faut pas surestimer le caractère inédit de ces propositions.

Assurer à tous les jeunes un premier job nécessite qu'il y ait de l'emploi disponible

Un des problèmes sur lequel toutes les expériences antérieures ont buté, c'est que l'employeur ne va pas avec certitude avoir de postes vacants pour ces jeunes. Et si on fait en sorte, comme on l'a fait dans le passé, d'imposer aux employeurs des quotas d'emplois réservés aux jeunes, il faut s'attendre à des effets dominos. En

clair, un jeune sera engagé au détriment d'une autre personne, qui ne rentre pas dans les critères. On ne résout donc rien. Par ailleurs, ce travailleur «obligé» peut rencontrer ensuite, dans sa vie au sein de l'entreprise, une série de problèmes au quotidien puisqu'il n'était pas forcément désiré, le premier choix.

CORENTIN DI PRIMA